



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 32 – 7 octobre 2022

Sommaire

Fait marquant

- *National Grid* dévoile ses prévisions en matière d'énergie pour cet hiver et évoque la possibilité de coupures de courant

Climat & Energie

- Le gouvernement aurait renoncé au lancement d'une campagne visant à inciter les ménages à réduire leur consommation d'énergie
- Le Roi Charles III ne devrait pas se rendre à la COP 27 en tant que chef de l'Etat britannique
- Le nouveau round d'attribution des permis de production d'hydrocarbures priorisera l'exploitation de nouveaux champs de gaz naturel
- Le gouvernement cherche à découpler les prix de l'électricité du prix du gaz

Environnement

- Des entreprises de gestion de l'eau devront rendre 150 M£ à leurs clients en 2023-24 pour avoir manqué les objectifs fixés par le régulateur

Industrie

- *British Steel* aurait demandé un plan de sauvetage au gouvernement
- *Make UK* présente les avantages et opportunités du secteur des maisons modulaires

Transports

- Les syndicats et la ministre des Transports se déclarent prêts à envisager un accord et ainsi mettre fin aux grèves dans le secteur ferroviaire
- Le ministère des Transports (*DfT*) évalue les effets sur l'Irlande du Nord d'une législation européenne sur les véhicules à conduite automatisée

Fait marquant

National Grid dévoile ses prévisions en matière d'énergie pour cet hiver et évoque la possibilité de coupures de courant

L'opérateur des réseaux d'énergie, *National Grid*, a publié son [rapport sur les perspectives hivernales pour le gaz](#) et [pour l'électricité](#). L'entreprise qualifie de "peu probable" la perspective d'un approvisionnement insuffisant en gaz, mais affirme que l'hiver risque d'être "difficile". Elle affirme que son "scénario de base" est que la Grande-Bretagne disposera de suffisamment d'électricité pour répondre à la demande, mais que cela supposait toutefois qu'elle puisse importer de l'électricité du continent européen en tant que de besoin. L'opérateur a modélisé des scénarios dans lesquels il ne peut pas importer suffisamment d'électricité d'Europe, et dans lesquels il ne peut pas acheter suffisamment de gaz, qui pourraient se produire par exemple en raison de pénuries de gaz en Europe ou de pannes continues dans les centrales électriques continentales. Dans ces cas, *National Grid* se tournera vers cinq centrales électriques au charbon, appartenant à *EDF*, *Uniper* et d'autres, auxquelles il a été demandé de rester en service au-delà des dates de fermeture prévues en septembre. Il aura également recours à un nouveau programme, qui sera mis en œuvre de novembre à mars, dans le cadre duquel les ménages et les entreprises peuvent convenir à l'avance d'être payés pour arrêter temporairement leur consommation d'électricité si nécessaire. Les ménages pourraient être payés plus de 10 £ par jour pour réduire leur consommation d'énergie, et *National Grid* prévoit d'utiliser le système au moins 12 fois, même en l'absence de pénurie d'énergie, pour encourager les gens à y participer. Si ces mesures ne suffisent pas, des coupures de courant pourraient durer jusqu'à trois heures par jour cet hiver, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de délestage planifié, contrôlé et temporaire par roulement.

Par ailleurs, dans une lettre adressée à la compagnie d'électricité *SSE*, le régulateur de l'énergie *Ofgem* a indiqué que la Grande-Bretagne pourrait être confrontée à une "urgence d'approvisionnement en gaz", dans laquelle l'approvisionnement de certaines centrales électriques au gaz pourrait être réduit et les empêcher de produire de l'électricité, afin de s'assurer que les ménages disposent d'un approvisionnement suffisant en gaz. En réponse à la publication de sa lettre, *Ofgem* a déclaré dans un courriel que cet hiver risque d'être plus difficile que les précédents et qu'il fallait se préparer à tous les scénarios.

Le chiffre de la semaine

+ 4,6 %

Les immatriculations de [voitures](#) neuves en septembre 2022 ont augmenté de 4,6 % par rapport à septembre 2021, soit le deuxième mois consécutif de hausse, d'après la *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*. Ces chiffres sont toutefois inférieurs de 34,4 % à ceux de 2019, ce qui s'expliquerait en partie par les difficultés d'approvisionnement. Les immatriculations

d'utilitaires légers neufs ont pour leur part augmenté de 10,8 % en septembre 2022 par rapport à septembre 2021, la première hausse depuis le début de l'année. Les immatriculations entre janvier et septembre 2022 sont inférieures de 8,2 % et 35,1 % par rapport à la même période en 2021 et 2020 respectivement. Selon la *SMMT*, le recul du marché s'expliquerait par les difficultés d'approvisionnement qui ont réduit le nombre de modèles neufs disponibles à la vente.

Les graphiques de la semaine

Sources d'approvisionnement externes du Royaume-Uni :

En électricité :

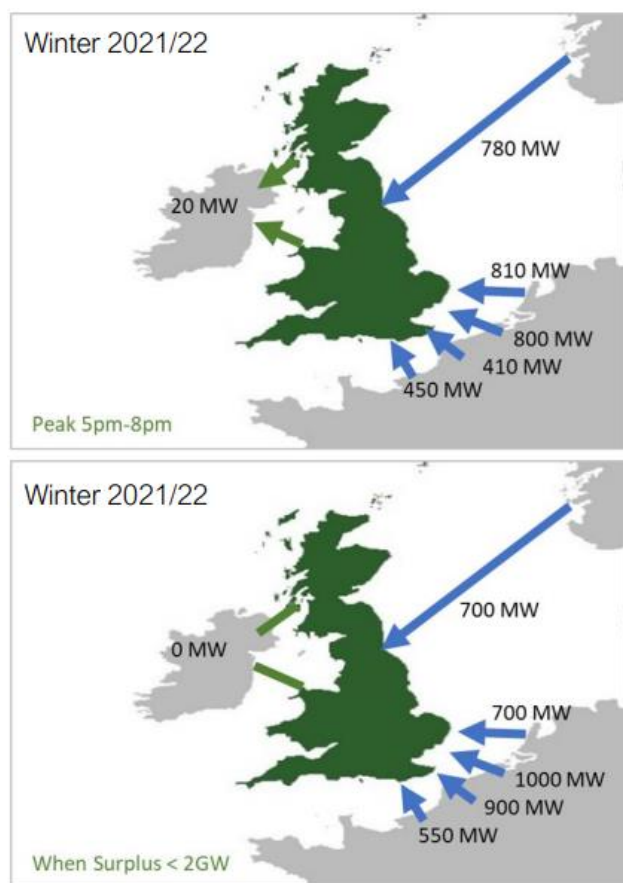
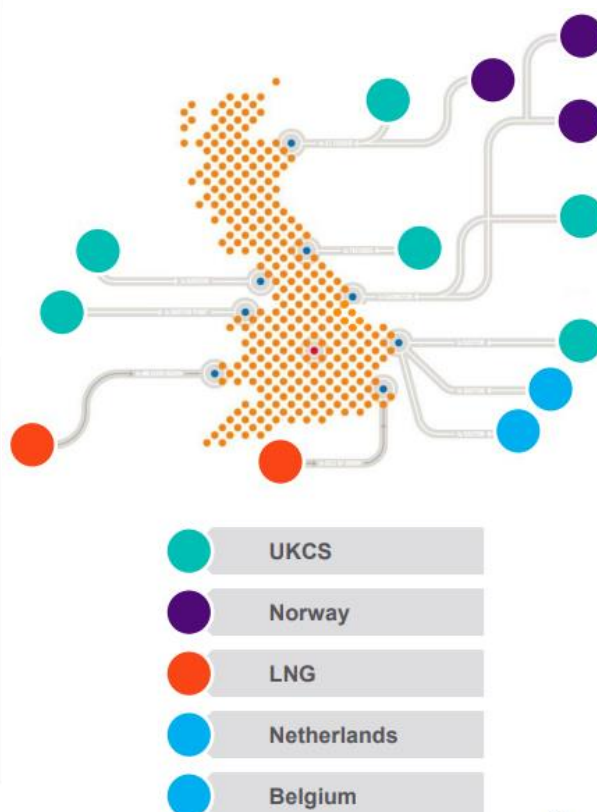


Figure 10. Historical flows on the interconnectors for winter 2021/22

En gaz (UKCS = UK Continental Shelf) :



Sources : [Winter Outlook 2022-23 \(nationalgrid.com\)](https://www.nationalgrid.com/uk/winter-outlook-2022-23) et [PowerPoint Presentation \(nationalgrideso.com\)](https://www.nationalgrideso.com/powerpoint-presentation)

Climat & Energie

Flash – Près de deux tiers des logements neufs sont équipés de chauffage à gaz : selon les données compilées par l'*Office for National Statistics* (ONS), 64 % des logements neufs construits en Angleterre et aux Pays-de-Galles entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022 étaient équipés de chaudières à gaz.

Flash – Une [enquête de la BBC](#) a dénoncé le fait que *Drax*, qui exploite la plus grande centrale électrique du Royaume-Uni (et produit 12 % de l'électricité renouvelable du R-U) en brûlant des millions de tonnes de granulés de bois, couperait des arbres dans des forêts primaires au Canada. Cette information a entraîné des protestations de plusieurs ONG, rappelant que l'entreprise avait bénéficié de 6 M£ de subventions destinées à promouvoir les énergies renouvelables.

Flash – Le [maire de Londres](#) a rappelé aux chefs d'entreprises l'impact de la vague de chaleur estivale sur l'économie de la ville et a indiqué qu'environ 75 Md£ d'investissements du secteur privé seront nécessaires pour que Londres atteigne son objectif de neutralité carbone d'ici 2030.

Le gouvernement aurait renoncé au lancement d'une campagne visant à inciter les ménages à réduire leur consommation d'énergie

Selon la [presse](#), le gouvernement britannique aurait renoncé au lancement d'une campagne d'information publique pour encourager les ménages à réduire leur consommation d'énergie cet hiver. En effet, une campagne demandant aux ménages de baisser leur thermostat et d'utiliser leur lave-vaisselle et leur lave-linge à des moments où la demande d'énergie est plus faible aurait été discutée entre le ministère en charge de l'énergie, les compagnies d'énergie et l'opérateur de réseau *National Grid*, mais le ministère en charge de l'énergie a déclaré qu'il n'y avait "*aucun plan pour que le gouvernement demande au public de réduire sa consommation pour le bien de notre approvisionnement énergétique*". Le gouvernement a jusqu'ici considéré que les risques en matière d'approvisionnement énergétique étaient très improbables et écarté toute perspective de rationnement en énergie au cours de l'hiver. A la suite de la publication de *National Grid* selon laquelle les foyers et les entreprises pourraient être confrontés à des coupures de courant planifiées de trois heures cet hiver (cf. fait marquant), le ministre du climat Graham Stuart a rappelé que le gouvernement britannique ne demandait pas aux gens de consommer moins d'énergie, considérant que le gouvernement « n'avait pas pour mission de dire aux gens comment vivre leur vie »

Le Roi Charles III ne devrait pas se rendre à la COP 27 en tant que chef de l'Etat britannique

La Première ministre Liz Truss aurait demandé au Roi Charles III de ne pas se rendre à la COP 27, qui s'ouvrira le 6 novembre à Charm el-Cheikh, mais Alok Sharma, président de la COP 26 et membre du *Cabinet*, a rappelé que le Roi était tout à fait légitime à se rendre à la COP en sa qualité de chef d'Etat de plusieurs pays particulièrement vulnérables. La présidence égyptienne de la conférence sur le climat a fait part de sa déception par rapport à cette annonce et indiqué

espérer qu'elle ne signifiait pas que le Royaume-Uni faisait marche arrière par rapport à l'agenda climatique mondial après avoir présidé la COP26.

Le nouveau round d'attribution des permis de production d'hydrocarbures priorisera le développement de nouveaux champs de gaz naturel

La *North Sea Transition Authority*, autorité administrative compétente pour l'attribution des permis de production d'hydrocarbures en mer du Nord, a annoncé qu'elle attribuera les nouveaux permis promis par le gouvernement en priorité pour le développement de nouveaux champs de gaz. Ces nouvelles productions pourraient commencer d'ici 12 à 18 mois [selon Andy Samuel](#), le directeur général de la NSTA. Toutefois, même si elle permettra d'améliorer la sécurité d'approvisionnement à court terme, cette hausse de la production nationale n'enrayera pas le déclin inéluctable du bassin de la Mer du Nord dans les prochaines années. Par ailleurs, Andy Samuel souligne que ces nouveaux investissements ne sont pas incompatibles avec l'ambition climatique du Royaume-Uni dans la mesure où ils ont vocation à se substituer à des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) dont la production est relativement plus émettrice de gaz à effet de serre. Toutefois, selon un [rapport de Global Energy Monitor](#), les nouvelles exploitations pétrolières et gazières en mer du Nord pourraient produire jusqu'à 984 mégatonnes d'équivalent CO2 et contribuer à ce que le Royaume-Uni dépasse d'un facteur deux son budget carbone pour la période 2023-2037 et ne respecte pas ses objectifs en matière de réchauffement climatique.

Le gouvernement cherche à découpler les prix de l'électricité du prix du gaz

Dans le cadre de son plan pour faire face à la crise énergétique, le gouvernement souhaite réformer les marchés de l'énergie afin de décorréliser les prix de l'électricité du prix du gaz. En effet, la structure de marché actuelle conduit à ce que le prix de l'électricité soit défini par celui du gaz 80 % du temps, si bien que les consommateurs ne profitent pas de la baisse des coûts générée par le développement des énergies renouvelables. Deux principales options sont à l'étude. La première consiste à créer un marché spécifiquement pour l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables, isolé du marché principal, qui permettrait notamment aux consommateurs de faire des économies en adaptant leur consommation en fonction du niveau de production d'électricité renouvelable. La seconde consisterait à créer des marchés régionaux (*locational pricing*) en facturant les consommateurs différemment selon le mix électrique de leur région. Elle paraît cependant plus difficile à mettre en œuvre et pourrait être perçue comme moins juste pour les consommateurs qui n'ont pas choisi leur lieu de vie en fonction du mix électrique local. En tout état de cause, la mise en œuvre de ces réformes structurelles nécessitera du temps et elles ne pourront produire leurs effets que dans plusieurs années.

Environnement

Flash – L'*Environment Agency* a lancé une [consultation sur l'adaptation du plan Thames Estuary 2100](#), publié en 2012, en vue de la publication d'une version actualisée l'an prochain qui prendrait en compte le renforcement des défenses nécessaires pour limiter le risques d'inondations face à

l'accélération du changement climatique, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation de la fréquence des tempêtes.

Les entreprises de gestion de l'eau devront rendre 150 M£ à leurs clients en 2023-24 pour avoir manqué les objectifs fixés par le régulateur

Sur [ordre du régulateur Ofwat](#), onze entreprises de gestion de l'eau devront rendre près de 150 M£ à leurs clients pour l'année 2023-24 pour avoir manqué leurs objectifs de qualité de service et environnementaux au cours de l'année 2021-22. Parmi celles-ci, *Thames Water* et *Southern Water* sont les plus pénalisées. Dans le même temps, les entreprises les plus performantes, comme *Severn Trent Water* ou *United Utilities*, seront autorisées à augmenter leur facture, si bien que la réduction nette de la facture des ménages s'élèvera à 53 M£ au total sur l'année 2023-24.

Industrie

Flash – A compter du 3 octobre, les entreprises de moins de 500 salariés devraient être [exemptées](#) de certaines réglementations, une décision s'inscrivant dans le projet britannique de réformer le cadre législatif et réglementaire s'appliquant aux entreprises.

British Steel aurait demandé un plan de sauvetage au gouvernement

En 2020, le groupe chinois *Jingye* avait racheté [British Steel](#), second producteur d'acier au R-U, alors en faillite. Ce rachat lui avait coûté 50 M£, *Jingye* s'engageant cependant à investir 1,2 Md£ dans *British Steel* d'ici 2030. Or, selon des informations du *Financial Times*, la direction de l'entreprise aurait demandé au gouvernement un plan de sauvetage d'un montant compris entre 400 et 500 M£. Selon *British Steel*, la hausse des prix de l'énergie et la baisse de la demande menacent son activité et les 4 000 emplois au R-U. Le groupe demande notamment un soutien de 100 M£ pour compenser la hausse du coût des crédits carbone achetés dans le cadre du marché britannique des quotas d'émissions (*UK ETS*). En juin, le premier producteur d'acier britannique *Tata Steel UK* avait averti qu'il serait contraint de fermer son site de Port Talbot (Pays de Galles), faute de soutien financier du gouvernement pour l'aider à réduire ses émissions de carbone et investir dans des fourneaux à arc électrique, moins énergivores. Le gouvernement souligne pour sa part que l'industrie sidérurgique a bénéficié d'un soutien de plus de 780 M£ depuis 2013 pour réduire le coût de leur consommation d'électricité.

Make UK présente les avantages et opportunités du secteur des maisons modulaires

Selon un [rapport](#) de *Make UK*, les maisons modulaires, fabriqués entièrement en usine, pourraient permettre de construire 20 000 maisons supplémentaires en Angleterre d'ici 2025, soit une hausse de 10 % de l'offre de logements neufs. Les maisons modulaires présentent de nombreux avantages en matière de réduction des coûts de construction et d'impact environnemental : elles seraient en moyenne construites 50 % plus rapidement et réduiraient de 90 % les déchets produits par rapport aux méthodes de construction traditionnelle. Elles réduiraient en outre les factures d'énergie des ménages de 55 % par rapport à la moyenne

observée au R-U. *Make UK* estime que le développement de cette industrie a déjà permis la création de 3 000 emplois et des investissements à hauteur de 700 M£ dans des régions souffrant d'un faible niveau de croissance et d'emploi. Le rapport présente plusieurs propositions visant à soutenir la croissance de ce secteur dans les années à venir :

- Améliorer la durabilité des méthodes de construction via des engagements *net zero* plus solides ;
- Consacrer au moins 40 % du *Affordable Home Programme* aux méthodes modernes de construction (*MMC*), dont la moitié serait réservée aux maisons modulaires ;
- Accorder plus rapidement les permis de construire des maisons modulaires ;
- Allouer un pourcentage minimum de la réserve foncière (*land bank*) aux maisons modulaires ;
- Publier une « *modular capacity strategy* » en lien avec les priorités du *levelling up*.

Transports

Flash – En juin 2023, le gouvernement écossais mettra fin au contrat de *Serco*, qui exploite depuis 2015 le [Caledonian Sleeper](#), l'un des deux derniers trains de nuit au R-U, qui circule entre Londres et l'Ecosse. La rupture de contrat sept ans plus tôt que prévu initialement intervient alors que le gouvernement et *Serco* ont échoué à convenir de nouvelles conditions financières pour maintenir ce service non rentable. Il pourrait *in fine* être renationalisé.

Flash – Le contrat de l'opérateur ferroviaire [Avanti](#), qui arrivait à échéance ce mois-ci, ne sera renouvelé que jusqu'au 1^{er} avril 2023. Cette mesure vise à encourager *Avanti* à améliorer ses services et augmenter le nombre de trains en circulation. Sous réserve d'atteinte de ces objectifs, l'opérateur pourra bénéficier d'un *National Rail Contract* de plus long terme.

Flash – Le gouvernement lance un concours de [20 M£](#) destiné au *Tees Valley Hydrogen Hub* afin de développer de nouvelles technologies de transport alimenté par hydrogène. Ce concours bénéficiera également de 300 000 £ dédié à la formation de la main-d'œuvre locale via des stratégies d'*upskilling*.

Flash – L'aéroport d'Heathrow va lever le [plafond](#) du nombre de passagers d'ici à la fin du mois, après avoir plafonné le nombre de passagers quittant ses terminaux à 100 000 par jour afin de limiter les perturbations liées au manque de personnel.

Les syndicats et la ministre des Transports se déclarent prêts à envisager un accord et ainsi mettre fin aux grèves dans le secteur ferroviaire

Après une [grève](#) le samedi 1^{er} octobre, où seuls 11 % des trains auraient circulé, la grève du 5 octobre s'est déroulée le jour du discours de la Première ministre au congrès annuel du Parti conservateur. Malgré une nouvelle grève le 8 octobre, les responsables des [syndicats](#) ont indiqué espérer collaborer avec le gouvernement pour trouver un accord sur les conditions salariales et de travail. Interviewée par la *BBC*, la ministre des Transports Anne-Marie Trevelyan a indiqué percevoir « plus clairement » le point de vue des salariés, après avoir rencontré les secrétaires généraux des syndicats

Aslef et *RMT* - Mike Whelan et Mike Lynch. Dans son discours devant le parti conservateur mardi 4 octobre, la ministre a estimé qu'un accord pouvait être signé entre syndicats et compagnies ferroviaires sous réserve que les syndicats acceptent certains compromis (comme la suppression des guichets de vente dans certaines gares) tout en mettant fin aux grèves « préjudiciables » pour le pays. Pour mémoire, lors de la présentation de mesures fiscales le 23 septembre, le chancelier de l'Échiquier avait annoncé une future législation imposant un niveau de service minimum pendant les grèves.

Le ministère des Transports (*DfT*) évalue les effets sur l'Irlande du Nord d'une législation européenne sur les véhicules à conduite automatisée

Le [document](#) explicatif du *DfT* mentionne le [règlement d'exécution](#), en vigueur dans l'Union européenne depuis le 15 septembre, qui concerne la réception de certains véhicules entièrement automatisés doté d'un système de conduite automatisée. Ce texte complète un règlement de 2019 portant sur les normes de sécurité de plusieurs types de véhicules. Le règlement pourrait présenter un risque divergence réglementaire entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, le R-U n'ayant pas encore publié de texte équivalent. Le *DfT* souligne cependant que le faible volume de véhicules concernés par le texte européen et le fait qu'à sa connaissance, l'Irlande du Nord ne produise aucun de ces véhicules devraient limiter ce risque. Le document du *DfT* rappelle également que le gouvernement britannique entend légiférer sur le protocole nord-irlandais afin d'en limiter l'impact pour les entreprises actives sur le marché nord-irlandais. Le R-U devrait par ailleurs se doter, d'ici 2025, d'un cadre législatif pour l'approbation et l'utilisation des véhicules autonomes et connectés. Selon le *DfT*, ce cadre devrait s'appuyer en priorité sur les normes internationales, ce qui devrait réduire le risque de divergence réglementaire avec l'Union européenne dans ce domaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international